

une goëlette américaine, — les autres prisonniers mexicains avaient la vie sauve, mais non la liberté. — A ce traité qui proclamait la retraite de l'armée mexicaine au delà du Rio-Grande, la liberté des Texiens et la reconnaissance de l'indépendance du Texas, s'en joignait un autre secret qui demandait les bons offices de Santa-Anna pour conclure ces arrangements, régler les limites des deux républiques et ménager un traité de commerce et d'amitié. Ces documents furent signés le 14 mai 1836; mais ils ne pouvaient avoir aucune valeur, tant qu'ils n'étaient pas approuvés par le congrès de Mexico.

Le 1^{er} juin, Santa-Anna s'embarqua sur la goëlette *Invincible*, à destination de Vera-Cruz, et, deux jours après, le capitaine lui déclara qu'il avait des ordres pour le remettre à terre. Cette mesure était dictée par cent trente volontaires, arrivés de la Nouvelle-Orléans, qui voulaient massacrer le président, Almonte et Nuñez. Le 30, l'ordre arriva de les transporter à Goliad et de les fusiller à l'endroit où Fanning et ses compagnons avaient reçu la mort. Indigné de la conduite des Américains et des traitements indignes que subissait Santa-Anna, depuis qu'il était entre leurs mains, Austin, reconnaissant des faveurs qu'on lui avait accordées à Mexico, engagea Santa-Anna à écrire au général Jackson pour sortir d'une situation aussi dangereuse et qui devait infailliblement aboutir à son assassinat. La lettre fut écrite et servit à différer l'exécution du président et des colonels mexicains qui furent mis aux fers en attendant. Le général Jackson comprit mal le but de la lettre de Santa-Anna, et lui répondit, le 4 septembre, d'une manière peu satisfaisante; heureusement, Samuel Houston revint de la Nouvelle-Orléans et fit exécuter la convention du 14 mai. Santa-Anna, envoyé à Washington à la fin d'octobre, ne resta que six jours dans la capitale des États-Unis; il y fut très bien reçu, mais ne s'occupa guère de politique, n'ayant pas le droit d'engager son pays en quoi que ce soit, sans l'autorisation du congrès. Il revint au Mexique à la fin de l'année 1836.

Pour conclure l'histoire de cette malheureuse campagne, je dois dire que Filisola avait accepté et signé la convention du 14 mai. Urrea, de son côté, avait protesté contre la conduite de son chef, qui avait fait commencer la retraite de l'armée, et contre la reconnaissance de la convention. Le pouvoir l'approuva, lui remit le commandement de l'armée et rappela Filisola pour être jugé par une cour martiale. Voici ce qu'il écrivait à ce sujet, à l'un de mes amis, de « Leona Vicario, 11 juillet 1836... — Le ministre décharge sur moi seul toute sa fureur. Je ne crains rien, parce que je crois avoir accompli mon devoir; je me défendrai comme un gladiateur jusqu'à vaincre ou mourir selon les règles de l'art et de l'honneur. Chaque jour je découvre de nouvelles intrigues et de nouvelles cabales contre moi. Patience, il n'y a pas de mal qui dure cent ans, ni de corps qui lui résiste. — Vicente Filisola. » — Cette lettre n'a pas besoin de commentaires; elle peint l'homme aux panaches éclatants. Lorsque la décision de l'exécutif relative à Urrea, arriva au Texas, il était trop tard pour recommencer la campagne; l'armée continua sa retraite sur le Rio-Grande.

On se rappelle les conséquences de la bataille de San-Jacinto. L'indépendance du Texas fut bientôt reconnue par les États-Unis et par l'Angleterre. Nos ministres et nos chambres, alors aussi pénétrés des questions transatlantiques qu'ils le sont aujourd'hui, s'empressèrent de reconnaître le démembrement du Mexique, l'indépendance du Texas et d'envoyer M. de Saligny, comme représentant de la France auprès de cette nouvelle république. « Le Texas, disaient-ils, étant deux ou trois fois grand comme la France, sera un de nos plus vastes marchés pour l'écoulement de nos vins de Bordeaux, de nos marchandises et pour le développement de notre commerce. » Ils oubliaient que ce pays n'était qu'un désert, n'ayant ni ports, ni production de commerce, et que lorsque les Yankees l'auraient peuplé, défriché, cultivé, annexé, ils l'exploiteraient à l'exclusion des autres nations et que nous n'y trouverions pas même à gla-

ner quelques épis. C'est par le Texas, que les États-Unis ont commencé ce mensonge, décoré du nom d'annexion volontaire, triste comédie, si heureusement jouée de nos jours par le Piémont et la Prusse, qui crée de grands empires, et fait de grandes révolutions en laissant inaugurer le règne de la force à la place des principes et du droit des petites nationalités. « Il est des crimes, écrivait à Channing en 1837, M. Henri Clay, il est des crimes qui, par leur énormité, touchent au sublime; la prise du Texas par nos concitoyens a des droits à cet honneur. Les temps modernes n'offrent aucun exemple de rapine commis par des individus sur une aussi vaste échelle... L'annexion du Texas est le commencement de conquêtes, qui, si une juste providence ne les frappe pas, ne s'arrêteront qu'à l'isthme de Darien. » Hélas! le temps est passé où les grands patriotes sont plus soucieux de leur patrie que de son étendue!

Tandis que ces événements s'accomplissaient au Texas, il s'était opéré un notable changement dans la république mexicaine. L'avocat D. Justo Carro avait remplacé, dans les fonctions de président intérimaire, le général Barragan, mort au mois de février. Les chambres avaient terminé la rédaction du nouveau pacte constitutionnel; le système fédéral avait été abandonné pour le système central. Au mois de septembre 1836, la république une et indivisible était proclamée, et les États qui avaient reçu leur souveraineté de la constitution de 1824, furent changés en départements relevant du gouvernement central. Cette constitution de 1836 avait l'avantage de mieux convenir aux habitudes d'un pays monarchique que celle de 1824; elle réunissait les pouvoirs en un seul faisceau, augmentait la puissance de l'action gouvernementale, concentrait les revenus de l'État en une seule main, et réalisait ainsi de grandes économies dans l'administration. Au lieu d'une multitude de corps législatifs, agissant souvent contre leurs propres intérêts, les uns contre les autres et contre le pouvoir central, il n'y eut plus qu'un congrès composé de députés et de sénateurs. Il devenait dès lors

moins difficile de trouver des hommes instruits et intelligents pour former un seul corps délibérant. Au point de vue de l'économie politique, le système fédéral avait eu des conséquences déplorables. Chaque État avait mis des entraves au commerce dans le but d'augmenter ses revenus; les revenus publics avaient énormément diminué par la paralysie du commerce, par les dilapidations des administrateurs infidèles, ineptes, et par des lois ridicules et spoliatrices. Chaque gouverneur devenait un petit tyran, dont les abus de pouvoir ne laissaient aucun recours d'appel. Enfin, il se trouvait des États qui, non seulement ne pouvaient pas payer leur contingent annuel de numéraire au gouvernement suprême, mais encore n'avaient pas assez de ressources pour subvenir à leurs dépenses, tandis que d'autres pouvaient réaliser des économies considérables. Douze années de douloureuses expériences avaient prouvé que le régime fédéral n'était pas applicable au Mexique, sans occasionner de graves perturbations sociales et la ruine du pays.

Au commencement de l'année 1837, la nouvelle constitution fut jurée par le nouveau congrès. Les élections de cette époque avaient été favorables aux conservateurs, et le général Bustamante, de retour d'un voyage en Europe, fut élu président. Il prit possession du pouvoir suprême le 12 avril et dut, peu de temps après son installation, en faire usage contre Ugarte qui venait de faire un pronunciamiento. Ce colonel avait levé l'étendard de la révolte à S. Luis Potosi, pour exiger le rétablissement de la fédération; quoique secondé par Moctezuma, il fut complètement battu par Paredès. Bustamante prit alors des mesures sévères pour réprimer le mouvement insurrectionnel et faire respecter les lois; il crut qu'il lui serait facile de remédier au mal, comme il le dit lui-même dans la lettre suivante; mais il n'était point assez fort pour réussir. — « Mexico, 12 avril 1837. — J'ai pris aujourd'hui possession de la présidence... A mon entrée dans la première magistrature de la république, je suis animé des sentiments les plus dévoués au bien de mes com-

patriotes, victimes depuis tant de temps des conséquences produites par les agitations continuelles qui se sont succédé. Elles ont mis le trésor public dans un état déplorable; elles ont formé de funestes divisions entre les membres d'une grande famille. Néanmoins, il est facile de remédier aux maux de la république. — Bustamante. »

A nommer seulement la quantité de ministres qui passèrent successivement sous son administration, on voit que cette tâche n'était pas déjà si facile. Il eut aux affaires étrangères, D. Luis Cuevas, D. Manuel Gomez Pedraza, D. Manuel Eduardo, D. José Maria Tornel, D. Juan de Dios Cañedo, et D. Sebastiano Camacho; à l'intérieur, D. Manuel de la Peña y Peña, D. Luis Cuevas, D. José Antonio Romero, D. José Joaquín Pesado, D. Juan Rodriguez Puebla, D. Augustin Perez de Lebrija, D. José Mariano Marin, et D. José Maria Jimenez; aux finances, D. Joaquín Lebrija, D. Ignacio Mora y Villamil, D. José Maria Bocanegra, D. Manuel Eduardo Goroztiza, D. Pedro Echeverria, D. José Gomez de la Cortina, D. Francisco Lombardo, D. Xavier Echeverria, et D. Manuel Canseco; à la guerre, D. Mariano Michelena, D. Ignacio Mora, D. José Maran, D. Mariano Paredès, D. José Maria Tornel, et D. Juan Almonte.

Cependant, le parti démocratique ne restait pas inactif; au nom de la fédération, il assassinait le gouverneur du Nouveau-Mexique et plusieurs personnes notables de sa capitale. Ces faits se passaient au mois d'août, c'est à dire peu de temps après le pronunciamiento d'Ugarte; au mois de décembre de la même année, Urrea, commandant général du département de la Sonora, se déclarait, à Arizpe, contre son gouvernement et le nouveau système constitué. La garnison d'Oajaca dut étouffer une autre sédition, et, dans le Michoacan, un certain Gordiano Guzman, à la tête d'un parti de factieux, inquiéta, plusieurs jours, les populations pacifiques de ce département, en voulant les forcer à se prononcer contre le centralisme. Le général Woll, nommé major général de l'armée du Nord se préparait à marcher avec

neuf cents hommes contre seize cents révolutionnaires mexicains et texiens qui troublaient les frontières. Santa-Anna, irrité de l'ingratitude de son pays qui l'avait mal reçu à son retour du Texas, s'était retiré à Manga-de-Clavo, et, d'après les extraits suivants d'une lettre d'Almonte, — qui n'était pas encore ministre, — il paraissait ne pas vouloir se mêler de politique.

« Quel parti prendre au milieu de l'affreuse corruption dans laquelle se trouve la république? Celui que j'ai adopté : se retirer dans un coin, végéter et regarder avec sang-froid la dernière heure qui doit mettre fin à la misère humaine. Mais si les Yankees continuent à nous insulter et si — *l'enfant terrible*, — descend dans l'arène comme un autre don Quichotte, que doit faire Sancho? Revivre et suivre son maître. Et cela n'est pas trop éloigné, parce que je viens de recevoir une lettre de lui, — Santa-Anna, — dans laquelle il me dit qu'il avait eu l'envie de s'en aller à l'étranger, mais que maintenant cela ne lui convient plus, de crainte qu'on ne dise qu'il s'en va par peur des Yankees ou par arrangement avec eux. — Almonte. »

Dans Santa-Anna comme dans Almonte, on entend toujours résonner la fibre patriotique, au milieu des aveux que leur arrachent les misères de leur pays, et certes, ces misères ne faisaient qu'augmenter de jour en jour, car le patriotisme, au Mexique, était alors aussi rare qu'il l'est aujourd'hui. Le centralisme ne convenait nullement à ces myriades d'avocats et de députés mis à la retraite par l'abolition des législatures provinciales. Les finances étaient nulles, l'armée était mal payée et les chefs murmuraient comme toujours... « Ici, nous ne nous entendons déjà plus, écrivait Almonte à cette époque au général Woll. Les uns veulent une convention, les autres une fédération... il y en a qui veulent que la nation se déclare à l'état naturel, et d'autres voudraient voir rétablir le système colonial. Que va-t-il arriver? L'anarchie... Je crois que la pomme va tomber de son propre poids... Le clergé, les militaires, les employés, les

CAPILLA ALFONSO SINA

propriétaires, enfin tous ceux qui ont quelque chose à perdre sont très alarmés de la conduite du président Bustamante. »

Le général Filisola nous donne, de son côté, des détails curieux sur la situation des finances et sur le désarroi de l'administration... « Quant au trésor, dit-il dans une de ses lettres datées des frontières du Rio-Grande, sa pénurie est telle qu'il y a quatre ou cinq jours on lui a demandé mille piastres prêtées, lors même qu'il aurait fallu payer trois ou quatre pour cent par mois, et l'on n'a rien obtenu. Cela m'a rempli d'amertume, parce que je voulais remettre cet argent au général Canalizo pour qu'il pût un peu remédier aux misères infinies de sa division. »

Bustamante était trop sévère aux yeux des démocrates, et pas assez condescendant à ceux des conservateurs; il ne contenta personne. Du reste, il héritait d'une situation déplorable, condamnée à empirer tous les jours, et ne trouvait pas dans son propre parti, assez de patriotisme pour s'appuyer sur rien de solide. L'expédition française, de l'amiral Baudin, vint compliquer encore le désordre qui régnait dans toute la république.

En se rappelant la loi présentée par M. Gutierrez de Estrada, au congrès, contre les étrangers, on a vu que les sentiments de ce ministre se trouvaient répandus aussi bien, sinon plus, dans les hautes classes de la société que parmi le peuple. Les nations étrangères avaient à se plaindre, depuis longtemps, du peu de considération que la république mexicaine montrait envers leurs agents, et surtout envers leurs nationaux, sans cesse victimes de vexations, et d'actes arbitraires. Le gouvernement mexicain n'était pas toujours impuissant à réprimer les effets de cette antipathie nationale contre les étrangers, et dont la source remonte au régime colonial, il fut souvent complice bénévole et même le premier coupable.

En 1837, notre chargé d'affaires, le baron Deffandis, voyant que le pouvoir exécutif ne voulait point accéder à

ses réclamations, prit ses passeports et quitta Mexico avec toute la légation. La France, pour appuyer les réclamations de son ministre, envoya une escadre dans les eaux du golfe. Le baron Deffandis rencontra la flotte, aux ordres du capitaine de vaisseau Bazoche, et revint avec elle intimer l'ultimatum de la France au gouvernement mexicain. Cet ultimatum commençait par énumérer une foule de griefs fort graves : dénis de justice, actes, décisions, jugements illégaux et iniques des autorités administratives, militaires ou judiciaires; puis il requérait la destitution des coupables et le paiement d'indemnités pécuniaires. Il demandait en outre que les Français ne fussent soumis dorénavant ni aux contributions de guerre ni aux impôts connus sous le nom de — prêts forcés. Il réclamait également la liberté du commerce de détail dont les marchands français avaient joui dans le principe. La réponse du pouvoir exécutif n'ayant donné aucune solution satisfaisante, le blocus commença et dura huit mois.

La guerre avec le Mexique devenait inévitable, aussi, le cabinet des Tuileries préparait-il une nouvelle expédition sous les ordres du contre-amiral Baudin. Cette escadre comptait trois frégates, la corvette — *la Créole*, — sur laquelle se trouvait le prince de Joinville, deux bricks et quatre bombardes; elle arriva dans les derniers jours du mois d'octobre 1838, devant Vera-Cruz et se réunit aux bâtiments du commandant Bazoche. Bustamante, à cette nouvelle, envoya le ministre des affaires étrangères, M. Cuevas, porter des propositions au plénipotentiaire français. Il offrait de payer les six cent mille piastres réclamées par la France, mais il refusait d'obtempérer aux autres articles de l'ultimatum. L'amiral Baudin ne voulut pas accepter les propositions de M. Cuevas et revint le 21 novembre à son bord, donnant au ministre mexicain comme délai, jusqu'au 27, à midi, pour une réponse définitive.

Le 27 novembre, aucune réponse n'étant parvenue, l'attaque du fort de S. Jean d'Ulloa commença, en présence

d'une flotte anglaise, accourue sur le théâtre des hostilités, comme témoin, et pour appuyer la médiation offerte par le commodore et M. Pakenham, plénipotentiaire de la Grande Bretagne. Après trois heures d'un feu des plus violents, le magasin à poudre, le parc à boulets et un bastion du fort sautèrent, faisant un nombre considérable de victimes. Le général Rincon qui commandait à Vera-Cruz dut capituler. La capitulation ne fut pas ratifiée par le congrès qui déclara la guerre à la France! Le 1^{er} décembre, un décret enjoignit à tous nos nationaux de quitter la capitale dans le délai de trois jours. Les Français résidant à Mexico et aux environs durent se diriger en toute hâte vers Vera-Cruz pour se mettre sous la protection de notre pavillon. L'amiral Baudin n'avait pas de troupes de débarquement; le Mexique lui opposait une force d'inertie difficile à vaincre; sa position devenait embarrassante; le décret d'expulsion faisait subir à nos nationaux une perte bien plus considérable que celle dont l'amiral venait demander la réparation; il dut alors se repentir de n'avoir pas accepté les concessions qui lui avaient été faites aux conférences de Jalapa.

Santa-Anna fut chargé, de la part de son gouvernement, de communiquer à l'amiral Baudin le décret du congrès qui déclarait la guerre à la France, blâmait la conduite du général Rincon, et l'investissait lui-même du commandement général des troupes mexicaines. Outré de ces mesures, l'amiral résolut de mettre Vera-Cruz hors d'état de défense, car il lui répugnait de détruire cette ville en la bombardant. Trois petites colonnes formées de marins, de soldats de marine et de compagnies d'artillerie partent au point du jour, le 5 décembre; protégées par un brouillard épais, elles atteignent la ville dans les différentes directions qui leur avaient été désignées. Tandis que le prince de Joinville entre hardiment avec sa colonne dans Vera-Cruz, fait sauter la porte principale et met en fuite tout ce qui s'opposait à son passage, un autre détachement encloue les soixante canons braqués sur les murs, et le troisième s'empare des deux

petits forts qui flanquent la ligne des fortifications du côté de la mer.

Cependant Santa-Anna parvient à rallier les Mexicains et les lance à la poursuite des Français qui se rembarquaient au tomber de la nuit, après avoir opéré le désarmement de la ville. Une fusillade assez vive s'engage alors, et les chaloupes font sur les troupes mexicaines, massées le long de la jetée, un feu de caronades qui leur causa de grandes pertes. Le général Santa-Anna fut lui-même blessé, au pied et à la main. Le rembarquement de nos marins s'effectua, grâce à la brume, sans grande effusion de sang; cet incident fut heureux, car il est probable que la fusillade du môle et des remparts, leur eût causé de grands dommages.

Santa-Anna écrivit à son gouvernement que l'énergique défense de Vera-Cruz avait contraint les Français à se rembarquer. Ce n'était pas exact; mais en nous rembarquant avec l'épée des Mexicains dans les reins, nous avons certainement l'air de fuir. Il pouvait être inutile et dangereux pour nous de rester à Vera-Cruz pendant la nuit, mais c'eût été plus honorable. Pressé d'en finir, l'amiral accepta la médiation anglaise. Le 9 mars 1839, un traité de paix fut signé à Vera-Cruz par M. Baudin, pour la France, et MM. Gorostiza et Victoria, pour le Mexique. Il contenait cinq articles, dont un seul traitait de nos intérêts, et d'une manière trop générale pour être pratique. L'indemnité concédée aux conférences de Jalapa fut également accordée. Ainsi se termina cette malheureuse affaire qui ne nous fit pas le moindre honneur et fut loin d'améliorer le sort de nos compatriotes.

Ici, je dois citer un trait qui mérite d'être publié. A la première nouvelle du différend entre la France et le Mexique, le général Woll envoya sa démission au président Bustamante qui la refusa, l'assurant qu'il ne serait pas obligé de tirer l'épée contre ses nationaux. Le président appréciait trop le caractère énergique et loyal d'Adrien Woll, pour briser la carrière de ce général et priver le Mexique de ses services. Déjà, l'année précédente, avant de le mettre à la

tête de l'armée du nord, il lui avait écrit les lignes suivantes : — « J'ai été informé et très satisfait de votre honorable conduite et de l'habileté que vous avez montrée, lorsque le général Filisola vous a envoyé comme parlementaire au camp des ennemis, et je vous en remercie beaucoup. — Bustamante. » — Woll n'en persista pas moins dans sa résolution; alors Bustamante lui donna un congé qui devait durer jusqu'au rétablissement de la paix entre la France et le Mexique. Dans un pays où les étrangers sont aussi peu vénérés; de tels faits honorent trop les deux parties, pour qu'on les passe sous silence.

Délivré de l'agression française, le gouvernement mexicain eut à s'occuper des fédéralistes. Urrea poursuivait ses projets révolutionnaires, uni aux généraux Mejia et Peraza, il se disposait, à Tampico, à marcher sur Mexico, profitant des embarras sérieux de la république que lui suscitaient la question du Texas et les événements de Vera-Cruz. Le général D. Antonio Mejia avait été exilé à la suite d'un pronunciamiento; revenu de la Nouvelle-Orléans avec un certain nombre de flibustiers, il se joignit à Urrea pour rétablir le système fédéral et fut assez heureux dans plusieurs engagements. Santa-Anna fut alors appelé à Mexico pour se charger du gouvernement suprême, parce que la révolution dirigée par Mejia prenant des proportions alarmantes, le président constitutionnel Bustamante se disposait à partir avec un corps d'armée pour Tampico. Mejia échappa aux troupes de Bustamante et s'avancait à marches forcées sur la capitale. Santa-Anna, vers la fin d'avril 1839, se rendit à Puebla en voiture et dicta ses ordres pour repousser les révoltés. Mais à peine était-il arrivé dans cette ville, qu'il apprit la défaite de Mejia dans les environs d'Acajete, près de Puebla, par le général Valencia qui lui tua six cents hommes et lui fit quatre cents prisonniers. Mejia lui-même tomba entre les mains du vainqueur, et Urrea, qui se trouvait présent à cette désastreuse action, n'eut que le temps de se réfugier à Tampico, où il capitula bientôt après. Santa-

Anna profita de l'occasion pour se débarrasser d'un antagoniste redoutable, auquel il avait accordé la vie déjà une fois; il le fit fusiller sans jugement, ne lui laissant que peu d'instants pour mourir avec les secours de la religion. — « Vous avez raison, répondit Mejia à Santa-Anna, quand il lui refusa le temps de mettre ordre à ses affaires, si j'avais été vainqueur, je ne vous aurais pas accordé la moitié du temps que vous me donnez pour prier Dieu. » On s'accorde à dire que Mejia était l'officier le plus brave et le plus intelligent de l'armée mexicaine. Il mourut avec le stoïcisme de l'homme qui a toujours fait bon marché de sa vie.

Après cette sévérité inaccoutumée, Santa-Anna retourna à sa campagne de Manga-de-Clavo; Bustamante revint à son poste et la tranquillité se rétablit au centre de la république, mais non la sécurité, comme nous l'apprend une lettre du général Filisola adressée à l'un de ses compagnons d'armes. Ce général, loin d'être disgracié par sa conduite au Texas, était devenu chef de l'état-major général à Mexico. Voici ce qu'il dit dans cette lettre datée du 21 septembre 1839... « Je vous remercie de la bonne opinion que vous avez de moi pour l'acquittement de mes fonctions dans cette commandance générale, laborieuse et lourde, plus que toute autre de la république. Elle est semée d'embarras et d'épines; elle a surtout le désagrément d'avoir continuellement sur elle toutes les autorités suprêmes qui ne laissent pas, au malheureux qui en est chargé, un moment pour respirer, particulièrement dans les circonstances présentes où la misère est à son comble et où les troupes ne reçoivent que les deux cinquièmes de leur solde. Aussi, l'on ne peut déplacer aucun soldat, quoique les bandes de voleurs soient infinies et infestent nos provinces.

« Le général Almonte est au ministère de la guerre et fait tout ce qu'il peut pour améliorer la situation; mais les misères dont je vous ai parlé lui lient les mains et l'entravent dans tout. On m'a insinué que je devais reprendre le commandement des frontières; mais je ne le ferai que si l'on me